

Une guerre juste qu'on nous cache

Elles ont bien vite disparu des écrans ces images terribles entrevues un jour ou deux à la télévision sur ce qui se passe actuellement au Mexique. Pourtant, elles nous concerneraient bien plus que celles dont on nous inonde jour après jour, de Sarajevo par exemple.

Pourquoi une partie de la population d'un grand pays, le Mexique, proche des Etats-Unis, en est-elle venue à se révolter ? Pourquoi a-t-elle eu droit comme seule réponse à l'envoi massif de l'armée que l'on a vue, jeeps, hélicoptères et avions déployés pour une véritable guerre civile contre des gens sans uniforme et armés comme ils pouvaient. Et quand les cadavres ne jonchent pas les rues, les prisonniers sont ficelés comme des bêtes bonnes à égorger.

La télévision a beau multiplier images et reportages sur l'ex-Yougoslavie, cette guerre restera incompréhensible et absurde ; parce qu'elle oppose des parties qui chacune veulent dominer, que ce soit leur propre population ou celle du camp en face. Et d'aucun côté, la population n'a rien à gagner, pas même à la victoire.

Ces guerres-là sont une calamité, parce que les puissants des deux bords tirent profit du sang versé. Mais il arrive aussi qu'éclate un autre type de guerre, que nous devons nous, travailleurs, reconnaître. Car la presse ou la télévision, qui sont depuis longtemps aux mains des riches et liées aux puissants, ne nous y aideront pas.

Au Mexique, c'est une guerre juste qu'a déclarée la population. Car c'est une guerre contre la pauvreté, et qu'elle n'a pas d'autre moyen de se défendre face à l'Etat des riches. Dans la province du Chiapas, 15 000 personnes meurent chaque année de malnutrition, de manque de médicaments contre la diarrhée et le choléra parce qu'il n'y a pas d'eau saine.

Le système qui est responsable de cette tuerie à petit feu, légale, c'est le capitalisme. Ce sont même des capitalistes européens comme américains qui vivent grassement sur le dos de ces pauvres. La première usine du pays a fait grève il y a un an et demi : elle s'appelle Volkswagen. Le

métro de Mexico a été construit par un trust français, Alstom. Nos banquiers les plus puissants sont aussi là-bas, par l'intermédiaire du FMI, une sorte de super banque mondiale, qui fait des prêts aux pays pauvres, pour mieux les étrangler ensuite en exigeant des intérêts de plus en plus énormes.

C'est ce FMI qui a justement imposé il y a deux ans que l'Etat mexicain enlève aux petits paysans leurs maigres terres difficilement obtenues il y a 80 ans, par la lutte et la révolution. Pour rembourser leur dette, les pays d'Amérique Latine on dû réduire d'un quart les dépenses d'éducation et de santé en 5 ans, et rabaisser les salaires à leur niveau d'il y a 15 ans. Ce qui n'empêche pas qu'une minorité de 200 familles, là-bas comme ici s'engraisse en même temps.

On nous parle de pays pauvres et de pays riches, de Nord et de Sud, mais il n'y a qu'un seul système capitaliste : ce sont les mêmes qui nous mettent au chômage ici et qui surexploitent là-bas.

Et si nous pouvons manifester encore pacifiquement, comme il faudra le faire à Paris dimanche prochain 16 janvier pour que l'école publique ne voie pas son argent encore réduit, et si pour l'instant les militaires sont utilisés pour aider la population face aux inondations, c'est parce que nos gouvernants et nos patrons peuvent se permettre ici un peu de démocratie, que leur pillage interdit là-bas.

Mais nous ne devons justement pas oublier qui sont ces gens en costume-cravate capables de fêter leurs "victoires" à la Bourse pendant que leurs victimes meurent de faim ou de froid. Nos yeux, notre tête, notre coeur et notre espoir, sont avec les travailleurs du monde entier.

10/1/1994

L'Ouvrier n° 8

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX